

La lettre d'information **DES INVESTISSEMENTS FRANCOPHONES**

Numéro 13 - juillet & août 2023

Sommaire

I. LES PROJETS D'INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS FRANCOPHONES

Les projets industriels dans les pays francophones ou par des entreprises des pays francophones, tous secteurs confondus.

II. LE FOCUS DU MOIS : **INDUSTRIE DE LA MÉTALLURGIE**

Les investissements dans le secteur de l'industrie de la métallurgie dans les pays francophones ou par les entreprises de pays francophones, de 2016 à 2023.

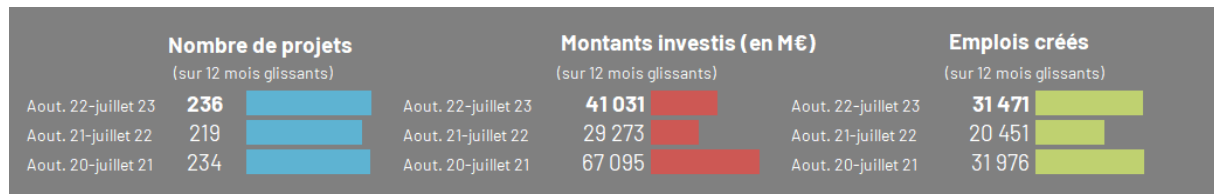
III. LISTE DES PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS FRANCOPHONES - **JUILLET & AOÛT 2023**

La liste des principaux projets d'environnement des entreprises francophones dans les pays francophones membres de l'Alliance pour les mois de juillet et août 2023.

Ce document liste les principaux projets d'investissement industriels des entreprises francophones dans les pays et régions membres de l'Alliance des Patronats Francophones. Il agrège et suit les données sur ces projets dans le temps et permet de disposer d'une perspective dynamique de leur évolution. Un focus est réalisé sur un secteur différent chaque mois. L'ensemble de ces données illustre l'importance des pays francophones comme acteurs économiques.

LES PROJETS D'INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS FRANCOPHONES

Tous secteurs confondus

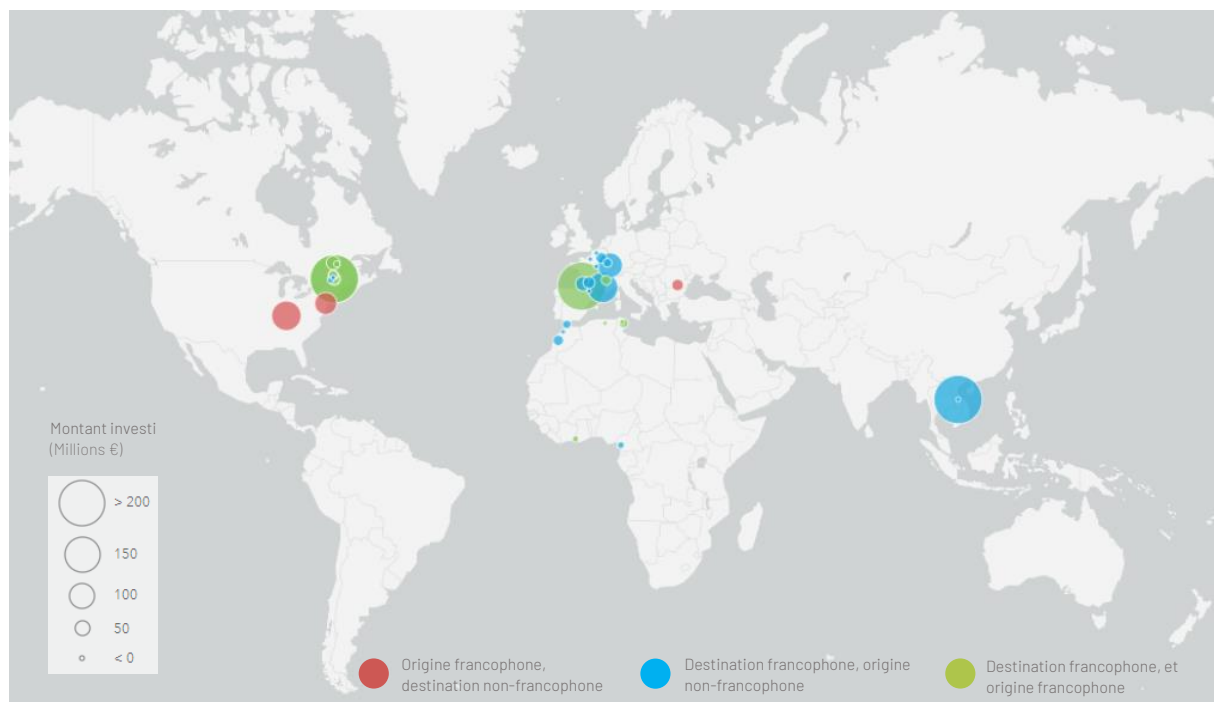


Evolution comparée entre trois périodes de douze mois consécutifs, en nombre de projets, montants investis et emplois créés. Projets d'investissement dans les pays francophones ou par les pays francophones, tous secteurs confondus (hors services, soit fabrication, production et distribution d'énergie, centres de données, R&D, logistique, traitement de l'eau et des déchets). Données issues de la base Industries & Stratégies.

LE FOCUS DU MOIS : METALLURGIE

(Carte et tableaux détaillés ci-dessous)

Cette carte retrace les investissements dans le secteur de la métallurgie enregistrés dans la base Industries & stratégies, publiée par Trendeo. Ces investissements ont été annoncés entre 2016 et 2023. Les tableaux page suivante donnent le détail des pays émetteurs et destinataires d'investissements, ainsi que le détail des différents produits.



DETAIL DES PROJETS DANS LE SECTEUR DE LA METALLURGIE, 2016-2023.

PAYS FRANCOPHONES DESTINATAIRES

Destination	Projets	Montants
France	12	2 907
Canada	7	2 563
Algérie	4	264
Autres	4	2 500
Total	27	8 234

PAYS FRANCOPHONES INVESTISSEURS

Origine	Projets	Montants
Canada	3	97
France	3	940
Algérie	3	2 250
Autres	2	-
Total	11	3 287

PROJETS RECUS PAR LES PAYS FRANCOPHONES, PAR PRODUIT

Produit	Projets	Montants
Acier	10	974
Aluminium	5	4 082
Minéral de fer préréduit	2	1 500
autres produits	10	1 678
Total général	27	8 234

PROJETS DES PAYS FRANCOPHONES, PAR PRODUIT

Produit	Projets	Montants
Moulage de pièces de fonte	4	97
Acier	2	2 250
Fonte brute	1	713
autres produits	4	227
Total général	11	3 287

*Montants en millions d'euros.

LISTE DES INVESTISSEMENTS FRANCOPHONES – JUILLET & AOUT 2023

par pays membres de l'Alliance

Algérie

AGROALIMENTAIRE **Projet**

Le gouvernement lance la construction d'un complexe de stockage de 20 000 tonnes de céréales à El Attaf.

Cette annonce marque la relance du programme national de renforcement des capacités de stockage de céréales dont la réalisation était en suspens depuis 2015. Ce programme vise notamment à porter la capacité de stockage de céréales du pays à 9 millions de tonnes d'ici la fin 2025. Dans le cadre de cette ambition, il a été également lancé la construction de 350 nouveaux centres de proximité de stockage à travers 44 wilayas, dotées chacune d'une capacité comprise entre 5 000 et 7 000 tonnes ainsi que la construction de 36 silos de stockage de céréales d'une capacité totale de 25 000 tonnes.

Source : <https://www.agencecofin.com/cereales/1007-110103-algerie-lancement-de-la-construction-d-un-complexe-de-stockage-de-20-000-tonnes-de-cereales>

ENERGIE **Projet**

Le groupe algérien Sonatrach et TotalEnergies signent un protocole d'accord dans le domaine des énergies renouvelables.

L'accord sur la transition énergétique et les énergies renouvelables concrétise la volonté des deux groupes d'étendre leur partenariat vers le domaine du développement durable et de la préservation de l'environnement, et s'inscrit ainsi dans la politique nationale de transition énergétique de l'Algérie. Il ouvre la perspective au développement de nombreux axes de coopération relatifs à la transition énergétique, dont notamment : les énergies renouvelables, en particulier le solaire et l'éolienne ; l'hydrogène bas carbone ainsi que la réduction et la valorisation des gaz torchés.

Source : <https://www.agencecofin.com/energies-renouvelables/1007-110108-algerie-sonatrach-et-totalenergies-signent-un-protocole-d-accord-dans-le-domaine-des-energies-renouvelables>

ENERGIE **Projet**

Le groupe algérien Sonatrach signe un accord avec la Société nationale du pétrole du Congo (SNPC).

Le deal a été signé en marge d'une visite officielle, à Alger, d'une délégation de la compagnie d'État congolaise. La collaboration envisagée par les compagnies devrait concerner toutes les étapes de la chaîne de valeur de l'industrie pétrogazière de la prospection à la distribution en passant par la production, le traitement, le stockage, le transport et le raffinage. À travers ce deal, les parties prenantes comptent également mettre en œuvre des échanges de bons procédés. Une dynamique qui devrait favoriser un transfert de compétence, mais aussi d'expertise au profit du personnel de la SNPC notamment. Conformément à cette ambition, la délégation congolaise devrait effectuer une série de visites des infrastructures pétrogazières exploitées par Sonatrach, dont, entre autres, la zone industrielle d'Arzew, le champ pétrolier de Hassi Messaoud et le champ gazier de Hassi R'mel.

Source : <https://www.agencecofin.com/hydrocarbures/1707-110344-algerie-signature-d-un-accord-de-collaboration-entre-sonatrach-et-la-snpc>

ENERGIE **Projet**

Sonelgaz accepte 77 propositions dans le cadre de l'appel d'offres pour le développement de projets solaires.

Au total, 90 offres ont été soumises par des entreprises algériennes et étrangères. Parmi les propositions retenues, 50 provenaient de développeurs étrangers, 18 ont été déposées par des entreprises locales et neuf ont été faites par des consortiums d'entreprises locales et internationales. Après l'évaluation des offres techniques, les entreprises qui ont remporté les appels d'offres seront invitées à assister à l'ouverture des offres financières qui sont actuellement détenues par un huissier de justice.

Source : <https://www.agencecofin.com/solaire/2607-110656-algerie-sonelgaz-accepte-77-propositions-dans-le-cadre-de-l-appel-d-offres-pour-le-developpement-de-projets-solaires>

Belgique

AERONAUTIQUE **+ 100 emplois**

Le collège communal de Marchin accorde un permis pour la nouvelle usine Safran sur l'ancien site Arcelor.

La société spécialisée notamment dans les moteurs d'avions va ainsi pouvoir s'installer sur le site des anciennes tôleries Delloye Matthieu (Arcelor). Après quelques travaux, l'usine produira les ailettes de ses moteurs d'avions là-bas, à quelques dizaines de kilomètres du siège sa belge Safran Aero Booster à Milmort. L'usine devrait être opérationnelle en 2025. Une centaine d'emplois pourraient être créés.

Source : <https://www.rtf.be/article/marchin-permis-accorde-pour-la-nouvelle-usine-safran-sur-l-ancien-site-arcelor-11235397>

FINANCE **Projet**

Le gouvernement wallon boucle sa réforme des aides à l'investissement pour verdir son économie.

L'exécutif PS-MR-Ecolo a bouclé une note d'orientation jeudi dernier et la modification des décrets sera lancée à la rentrée, pour une entrée en vigueur du nouveau mécanisme en mars 2024. Le mécanisme intègre des critères qualitatifs qui permettront de mesurer la triple transition au niveau de l'économie, de l'emploi et de l'environnement. Le nouveau mécanisme repose sur l'instauration d'un système à points, avec également la possibilité pour les entreprises de gagner des points bonus qui donnent accès à des montants supplémentaires.

Source : <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/wallonie/la-wallonie-verdit-ses-aides-a-l-investissement/10481357.html>

Bénin

EAU & DÉCHETS **+ 164 M€**

La Banque africaine de développement (BAD) débloque 164,25 millions d'euros pour réduire les inondations dans 4 villes secondaires.

À ce financement, le gouvernement béninois prévoit d'ajouter 13,79 millions d'euros pour la mise en œuvre du PAPVS (Programme d'assainissement pluvial des villes secondaires) dans les villes secondaires de Porto-Novo, Ouidah, Bohicon et Abomey.

Source : <https://www.afrik21.africa/benin-164-me-de-la-bad-pour-reduire-les-inondations-dans-4-villes-secondaires/>

EAU & DÉCHETS **Projet**

Le Bénin met en œuvre l'approvisionnement en eau des infrastructures touristiques de Ouidah et Avlékété.

Ce projet vise à renforcer et étendre le système d'adduction d'eau de la ville de Ouidah (sud du Bénin), devant alimenter les futures infrastructures touristiques. La capacité actuelle de production est de 235 m³/h alors que les besoins à couvrir pour la desserte convenable de ces établissements et ceux des populations sont de l'ordre de 673 m³/h, à l'horizon 2035. Les principaux ouvrages de ce projet portent sur l'équipement et la connexion de huit nouveaux forages d'exploitation pour un débit global de 1170 m³/h et la réhabilitation des forages existants. Il faut aussi noter la construction d'un nouveau château d'eau, une nouvelle station de traitement, un réservoir au sol, ainsi que la réhabilitation de la station de traitement existante.

Source : <https://www.agenceecofin.com/investissements-publics/1307-110263-le-benin-annonce-la-mise-en-uvre-de-l-approvisionnement-en-eau-des-infrastructures-touristiques-de-ouidah-et-avleketete>

LOGISTIQUE & TRANSPORTS **+ 80 M€**

La Banque africaine de développement octroie un prêt pour moderniser et étendre le Port autonome de Cotonou.

Le financement du Groupe de la Banque va permettre de construire un nouveau terminal à conteneurs (le « T5 ») à l'est du port et augmenter sa capacité à 20 hectares dédiée aux produits en vrac et divers. Outre la mise en place d'un point d'accès central doté de portiques automatisés, un parking de 14 hectares va être construit pour les véhicules poids lourds sur le site de Zongo qui sera doté d'un système de gestion intégré et numérisé relié aux bases de données du port et au guichet unique afin de faciliter le traitement rapide du fret. Cela va ainsi réduire le temps de transit dans la zone portuaire à 2 heures décongestionner le boulevard de la Marina, l'un des axes les plus importants de la ville de Cotonou. Il permettra aussi d'améliorer les conditions de travail des chauffeurs poids lourds (sécurité, repos...) et de fournir un nouvel espace de travail aux services de douane et à leur partenaire technique au Bénin.

Source : <https://www.agenceecofin.com/transports/1907-110428-benin-80-millions-d-euros-de-la-bad-pour-moderniser-et-etendre-le-port-autonome-de-cotonou>

Burkina Faso

MINES **Projet**

La 5ème édition de la Semaine des activités minières d'Afrique de l'Ouest se tiendra à Ouagadougou en septembre.

Le Burkina Faso organisera du 28 au 30 septembre la 5ème édition de la SAMAO. Cet événement réunissant plusieurs centaines de professionnels du secteur minier se tiendra cette année sous le thème « Exploitation minière en Afrique : quelle stratégie pour impacter le développement des économies locales ? ». L'objectif affiché par les autorités est d'améliorer la visibilité du secteur minier local afin d'attirer de nouveaux investisseurs, dans un contexte de baisse de la production d'or en lien avec la situation sécuritaire nationale.

Source : <https://www.agenceecofin.com/gestion-publique/1307-110264-la-5eme-edition-de-la-semaine-des-activites-minières-d-afrique-de-l-ouest-se-tiendra-a-ouagadougou-en-septembre-2023>

FINANCE **Projet**

Le Parlement approuve les mesures d'incitations fiscales et douanières au profit des PME.

Adopté en avril dernier par le gouvernement et porté au parlement pour validation, ce projet de loi vise à accélérer la formation d'un tissu économique solide et compétitif porté par les PME, à travers des mesures fiscales et douanières incitatives. Les avantages fiscaux et douaniers accordés aux PME, aux pépinières d'entreprises et aux incubateurs, concernent, entre autres, l'exonération totale de la TVA, des droits et taxes à l'importation, un droit fixe de six mille (6 000) francs CFA relatifs aux baux d'immeubles servant à l'exploitation de leurs activités durant la phase de création et les deux exercices d'exploitation suivants.

Source : <https://www.agenceecofin.com/entreprendre/1907-110459-burkina-faso-le-parlement-approuve-les-mesures-d-incipations-fiscales-et-douanieres-au-profit-des-pme>

AGROALIMENTAIRE **Projet**

L'Observatoire national du riz entre en service.

Ce nouvel organisme public est mandaté pour accompagner l'ensemble des parties prenantes impliquées dans la filière riz, dont les pouvoirs publics, le secteur privé et les partenaires au développement, à mieux coordonner les politiques, le financement et la recherche, afin de renforcer les synergies pour une meilleure compétitivité du riz local.

Source : <https://www.agenceecofin.com/gestion-publique/2607-110649-burkina-faso-l-observatoire-national-du-riz-entre-en-service>

Cameroun

STARTUPS + 0.2 M€

Le ministre des PME accorde un financement pour stimuler les projets entrepreneuriaux à l'université de Maroua.

Cette enveloppe financière permettra de doper les activités de l'incubateur mis en place au sein de cette institution universitaire, et logé à l'École nationale supérieure polytechnique. Selon le recteur de cette université, l'appui financier de l'État du Cameroun va notamment permettre d'effectuer la mise à niveau de cet incubateur. L'objectif est de permettre aux étudiants de Polytech et des autres écoles de l'Université de Maroua de transformer leurs idées et projets en entreprises.

Source : <https://www.agencecofin.com/entreprendre/1307-110232-cameroun-un-financement-public-de-100-millions-fcfa-pour-stimuler-les-projets-entrepreneuriaux-a-l-universite-de-maroua>

STARTUPS + 63 M€

La Banque africaine de développement finance le projet d'appui à la Promotion de l'entrepreneuriat et à l'amélioration des compétences en soutien à l'industrialisation (PEAC).

Des partenaires multinationaux, le secteur privé et l'État camerounais apporteront environ 2 millions d'euros pour couvrir le reste du financement du projet d'un coût total de 64,93 millions d'euros. Le projet entend engager le secteur privé camerounais aux côtés de l'État, dans des actions structurantes : bâtir des infrastructures modernes de formation technique et professionnelle, renforcer les capacités des acteurs et du système éducatif et, promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes à travers un accompagnement technique et financier. Il s'agira aussi de lever les contraintes qui pèsent sur l'emploi en misant sur l'employabilité et la promotion de l'entrepreneuriat.

Source : <https://www.agencecofin.com/investissement/1507-110328-cameroun-un-pret-de-63-millions-de-la-bad-pour-developper-l-entrepreneuriat-et-les-competences-dans-l-industrie>

FINANCE Projet

L'Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC) a accueilli un colloque sur la promotion des PME locales.

Ce colloque promu par l'AEC (Association des entrepreneurs du Cameroun) est présenté comme la 1ère conférence nationale sur la promotion des PME au Cameroun. Pour ses promoteurs, il est important d'ajouter l'université à l'attelage entre les secteurs public et privé.

Source : <https://www.agencecofin.com/entreprendre/2907-110762-cameroun-l-iric-a-accueilli-un-colloque-scientifique-sur-la-resilience-des-pme-locales>

EAU & DÉCHETS Projet

La Communauté urbaine de Douala (CUD) a créé la Régie de propreté urbaine (RPU).

La RPU assurera également le curage des caniveaux, le désherbage des emprises de voiries publiques ainsi que des espaces publics, l'entretien des espaces verts non inclus dans les marchés d'entretien, le nettoyage manuel et mécanisé de la voie publique et des places publiques à l'exception de celles relevant du cahier des charges des entreprises dont les contrats sont suivis par la Direction en charge de l'environnement à Douala. La RPU peut également suppléer ces entreprises le cas échéant, peut-on lire dans l'arrêté. Dans le même temps, la Régie de propreté urbaine de Douala sensibilisera et éduquera les populations au tri et au recyclage des déchets solides.

Source : <https://www.afrik21.africa/cameroun-une-regie-de-proprete-urbaine-a-douala-pour-soutenir-la-gestion-des-dechets/>

Canada

AGROALIMENTAIRE + 137 M€

Lantic investit 137 millions d'euros pour moderniser son usine de raffinage du sucre à Montréal.

Lantic prévoit d'acheter des équipements et de reconfigurer son bâtiment de la rue Notre-Dame, d'installer une nouvelle ligne de production et d'automatiser une partie de ses opérations de chargement, ce qui lui permettra d'augmenter sa capacité de raffinage de 100 000 tonnes par an.

Source : <https://www.lesoleil.com/actualites/le-fil-des-coops/2023/06/14/une-usine-de-mayonnaise-devrait-simplanter-a-trois-rivieres-2UY7MPC0ZFC5LJ003ZNOX3Y6YY/>

INDUSTRIE + 92 M€

La startup Tenstorrent, spécialisée dans les puces d'IA, lève 92 millions d'euros afin d'alimenter le développement de nouvelles capacités et de consolider sa position concurrentielle dans les solutions d'inspection robotique.

Le matériel de Tenstorrent est basé sur une nouvelle architecture qui combine des éléments de traitement de flux de données programmables avec des cœurs RISC-V. L'entreprise affirme que ses puces peuvent fournir jusqu'à 10 fois plus de performances par watt que les solutions existantes, tout en prenant en charge un large éventail de cadres et de modèles d'intelligence artificielle. Les produits de l'entreprise comprennent des cartes PCIe individuelles, des stations de travail, des serveurs et des services cloud. L'entreprise prévoit d'utiliser ce nouveau financement pour élargir son équipe, son portefeuille de produits et sa base de clients.

Source : <https://www.reuters.com/technology/ai-chip-firm-tenstorrent-raises-100-mln-hyundai-samsung-2023-08-02/>

Congo (République du Congo)

FINANCE Projet

Le Congo rachète la filiale locale de la Société générale.

L'État congolais est désormais l'unique propriétaire de la filiale locale de Société Générale. Il a racheté les 93,47% des parts de cette société détenues par le groupe. La signature de l'accord de vente permet au gouvernement de choisir le futur repreneur de la filiale.

Source : <https://www.financialafrik.com/2023/07/31/letat-congolais-rachete-la-filiale-locale-de-societe-generale/>

TRANSPORTS & LOGISTIQUE + 30 M€

Le chantier d'une aérogare à l'aéroport de Kananga est lancé.

Budgétisée à 19,4 milliards FCFA, la nouvelle infrastructure qui couvrira une superficie de 7 600 m² sera construite en 22 mois. La réalisation des travaux devrait renforcer les capacités opérationnelles et lui permettre de recevoir des vols régionaux. Le trafic pourrait également être boosté d'ici quelques années si le projet de création de la compagnie aérienne nationale de RDC aboutissait.

Source : <https://www.agenceecofin.com/transports/1107-110185-rd-congo-lancement-du-chantier-d-une-aerogare-a-l-aeroport-de-kananga>

Congo (RDC)

TRANSPORTS & LOGISTIQUE Projet

Les travaux du projet de téléphérique de Kinshasa démarrent.

Ce projet, inclus dans les plans urbains pour soulager le réseau de transport de la capitale, absorbera un trafic de 5 000 passagers par jour. Le projet constitue une phase pilote avec des plans d'extension prévus pour intégrer d'autres quartiers ou villes selon l'engouement qu'il connaîtra, une fois opérationnel.

Source : <https://www.agenceecofin.com/transports/0307-109921-rdc-le-demarrage-des-travaux-du-projet-de-telepherique-de-kinshasa-annonce-pour-cette-semaine>

ENERGIE + 800 emplois

Le canadien EAP (East African Power) va produire 266 MWh d'énergie solaire à Kolwezi et Likasi.

Les deux centrales solaires ont déjà fait l'objet de la signature d'un contrat d'achat d'électricité (CAE) d'une durée de 20 ans avec la Société nationale de l'électricité (SNEL). Selon EAP, les centrales solaires de Kolwezi et de Likasi devraient injecter 494 GWh d'électricité propre par an dans le réseau électrique national de la RDC, tout en compensant 5 400 tonnes d'émissions de CO₂. Le projet devrait créer plus de 800 emplois à temps plein et temporaires,

Source : <https://www.afrik21.africa/rdc-le-canadien-eap-va-produire-266-mwc-denergie-solaire-a-kolwezi-et-likasi/>

NUMERIQUE **Projet**

La RDC se dotera d'une Autorité nationale de certification électronique.

L'institution aura pour mission de gérer l'infrastructure à caractère public national, socle des techniques des services de confiance qui sont la signature électronique, le cachet électronique, horodatage électronique, l'archivage électronique, la certification électronique. Elle doit également fixer les caractéristiques du dispositif de création et de vérification de la signature électronique, du cachet, de l'archivage et horodatage et de l'authentification des sites Internet. Enfin, elle doit émettre, délivrer et conserver des certificats électroniques des agents publics de l'Etat habilité à effectuer des échanges électroniques.

Source : <https://www.afrik21.africa/rdc-le-canadien-eap-va-produire-266-mwc-denergie-solaire-a-kolwezi-et-likasi/>

Côte d'Ivoire

AGROALIMENTAIRE **Projet**

Une nouvelle unité semi-industrielle de production de semoule de manioc est lancée à N'Douci.

Cette nouvelle unité est construite dans le cadre du « Programme social du gouvernement » (PSGouv) au profit du groupement d'exploitation agricole de femmes Sanata. L'unité permet de produire jusqu'à 2 tonnes de semoule de manioc par jour soit 7 fois plus que le stock de 335 kg qui était produit de façon manuelle. Par ailleurs, l'installation d'une serre a permis d'optimiser la durée de séchage du produit fini qui est passée d'environ 1 heure à moins de 10 minutes. Grâce à ces nouvelles installations, le groupement Sanata qui jusque-là n'approvisionnait que le marché local, envisage désormais d'expédier sa production à l'étranger.

Source : <https://www.agencecofin.com/manioc/0307-109909-cote-d-ivoire-lancement-d-une-unite-semi-industrielle-de-production-de-semoule-de-manioc-a-n-douci>

FINANCE **+ 153 M€**

L'Etat lance deux programmes d'insertion professionnelle dans le nord du pays.

Le premier concerne la phase 2 du programme de lutte contre la fragilité dans les zones frontalières du Nord. Celui-ci, en plus du volet insertion professionnelle, intègre l'accès à l'éducation de base et à l'apprentissage, à l'électricité et à l'eau potable. Il prend également en compte l'entretien routier et le désenclavement des territoires, les filets sociaux et la lutte contre l'extrême pauvreté. Il impactera les populations des six régions, notamment la Bagoué, le Bounkani, le Folon, le Kabadougou, le Poro et le Tchologo et prendra en compte 30 632 bénéficiaires. Le second lancement est celui de la phase 3 du Projet emploi jeunes et développement des compétences (PEJEDEC 3), qui ciblera de jeunes hommes et femmes âgés de 18 à 40 an, à travers les Travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO), les activités génératrices de revenus (AGR), les micro et petites entreprises (MPE) et les Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC).

Source : <https://www.agencecofin.com/social/1107-110167-cote-d-ivoire-l-etat-lance-deux-programmes-d-insertion-professionnelle-de-pres-de-166-millions-dans-le-nord-du-pays>

FINANCE **Projet**

Le gouvernement lance un système intégré de gestion des marchés publics pour renforcer la transparence.

Cette opération a pour objectif d'améliorer la transparence, la fluidité et la célérité du processus de gestion des marchés publics. Cela, en rendant facile l'accès aux dossiers de marchés à tous les acteurs du secteur et en renforçant les pratiques de bonne gouvernance. Outre le renforcement de la transparence et de la crédibilité du système des marchés publics, le dispositif permettra également de réduire les risques liés à la manipulation des offres des soumissionnaires, d'accroître les possibilités des entreprises à soumissionner aux appels d'offres, puis de réduire le coût de la participation des entreprises aux appels d'offres.

Source : <https://www.agencecofin.com/economie/2707-110720-la-cote-d-ivoire-lance-un-systeme-integre-de-gestion-des-marches-publics-pour-renforcer-la-transparence-dans-le-secteur>

INFRASTRUCTURES **+ 118 M€**

La Côte d'Ivoire inaugure le parc des expositions d'Abidjan, le plus grand d'Afrique subsaharienne francophone.

Bâti sur une superficie de 16 hectares, à proximité de l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny, le joyau architectural comprend un grand hall d'exposition, un Convention Center de 5 000 places assises, un bâtiment administratif, un parking semi-couvert de 800 places et divers ouvrages extérieurs. D'un coût de 75 milliards FCFA, le complexe a été construit par le groupe ivoirien PFO Africa. Le PEA abritera très prochainement plusieurs événements de grande envergure, à savoir la prochaine édition de la Foire Made in Côte d'Ivoire, le 6e Salon international de l'Agriculture et des Ressources animales d'Abidjan (SARA), le 5e Marché ivoirien de l'Artisanat (MIVA) et Archibat 2023

Source : <https://www.agenceecofin.com/economie/1807-110421-la-cote-d-ivoire-inaugure-le-parc-des-expositions-d-abidjan-le-plus-grand-d-afrique-subsaharienne-francophone>

AGROALIMENTAIRE + 11 M€

Le belge Puratos lance une nouvelle chocolaterie à Yopougon.

L'unité est dotée d'une capacité de production de 600 tonnes de chocolat par an, extensible à 2 400 tonnes et de 750 tonnes de poudre de cacao. En ce qui concerne les retombées socio-économiques, l'usine est prévue pour créer 100 nouveaux emplois.

Source : <https://www.agenceecofin.com/cacao/1307-110258-cote-d-ivoire-le-belge-puratos-lance-une-chocolaterie-de-12-1-millions-a-yopougon>

Djibouti

ENERGIE + 110 M€

La compagnie locale Great Horn Investment Holding (GHIH) obtient un prêt de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) pour des projets pétroliers.

Ces fonds serviront à l'installation d'une unité de stockage de pétrole d'une capacité de 150 000 m³. L'investissement devrait également être utilisé pour boucler les travaux de construction du terminal de la jetée pétrolière de Damerjog, une installation portuaire permettant aux navires pétroliers de charger et décharger leurs cargaisons.

Source : <https://www.agenceecofin.com/compagnies/2107-110527-djibouti-great-horn-investment-holding-ghih-obtient-120-millions-pour-des-projets-petroliers>

France

TRANSPORTS & LOGISTIQUE **Projet**

CFAO Healthcare inaugure le chantier de sa nouvelle plateforme logistique en Normandie.

Implanté sur le Pharma Parc de Val de Reuil, ce nouveau site logistique permettra d'anticiper le fort développement de l'entreprise. Il accueillera 150 personnes au démarrage et sera dédié à la distribution de médicaments vers plus de 22 pays d'Afrique subsaharienne et 6 territoires français d'outre-mer. Livré au second semestre 2024, le bâtiment satisfera aux normes exigeantes de l'industrie pharmaceutique et se veut exemplaire dans sa construction autant que dans son exploitation.

Source : <https://www.agenceecofin.com/transports/1007-110128-cfao-healthcare-inaugure-le-chantier-de-sa-nouvelle-plateforme-logistique-en-normandie>

SANTE **Projet**

IDP Santé cherche à lever 600 000 euros pour se développer à l'international, notamment en Suisse et au Canada.

La société IDP Santé développe des solutions digitales intelligentes pour quantifier le comportement, détecter les changements de l'état de santé, la dynamique des personnes et les accompagner dans un programme de soins personnalisé. Elle a notamment développé Smart Predict, une aide au diagnostic factuelle, qui permet aux soignants de disposer de données fiables pour accompagner leurs patients.

Source : https://www.fusacq.com/buzz/septentrion-finance-accompagne-idp-sante-dans-sa-levee-de-fonds-de-600-k-a242070_fr_

AGROALIMENTAIRE **Projet**

La FNSEA et l'OFIL signent une convention-cadre avec l'Agence marocaine de promotion de l'emploi et des compétences (ANAPEC) pour faciliter le recrutement de travailleurs saisonniers dans les exploitations agricoles en France.

Si le nouveau contrat ne fixe pas d'objectif quant au nombre de travailleurs à recruter, on sait que le recours aux saisonniers marocains en France a explosé ces dernières années. Selon les données officielles, le nombre de personnes recrutées a plus que doublé en l'espace de 4 ans, passant de 6 300 travailleurs agricoles en 2018 pour se chiffrer à 15 700 en 2022.

Source : <https://www.agencecofin.com/agro/1007-110116-maroc-un-nouvel-accord-avec-la-france-pour-faciliter-le-recrutement-de-travailleurs-agricoles-saisonniers>

SANTÉ + 13 M€

Le laboratoire Benta investit 13 millions d'euros dans son usine de Saint-Genis-Laval pour rapatrier en France six médicaments génériques en marque propre.

Le site est notamment spécialisé dans la fabrication de médicaments pour les personnes bipolaires. A Saint-Genis-Laval, le sous-traitant prévoit de porter l'effectif de 115 à 165 salariés d'ici à 2025.

Source : <https://www.lesechos.fr/pme-regions/auvergne-rhone-alpes/pharmacie-benta-relocalise-six-molecules-strategiques-1964405>

Gabon

EAU & DÉCHETS **Projet**

La Société d'énergie et d'eau du Gabon (Seeg) se dotera d'une nouvelle usine d'eau potable à Mbomo.

La Seeg construit la station de potabilisation sur un terrain de 7 hectares. La compagnie publique déroule actuellement la phase I du projet hydraulique, dédiée au terrassement. La Seeg poursuivra avec la construction d'une prise d'eau, et d'un poste d'exhaure amont qui assurera le transport de l'eau brute pour le remplissage du bassin de stockage à partir de la rivière Mbomo. Les travaux porteront également sur la construction d'un poste de relèvement aval, qui acheminera l'eau stockée vers la station de potabilisation. Des canalisations de 800 mm de diamètre seront posées sur 15 km de linéaires entre les différentes installations à Mbomo.

Source : <https://www.afrik21.africa/gabon-la-seeg-se-dotera-d-une-nouvelle-usine-d-eau-potable-a-mbomo/>

EAU & DÉCHETS **Projet**

Le groupe industriel Arise et le projet « Ici commence la mer » lance une initiative citoyenne contre la pollution plastique en mer.

L'initiative dont la première phase se poursuit parallèlement à l'Université Omar Bongo (UOB), au lycée Nelson Mandela ainsi qu'à l'école Ruban Vert de Libreville contribue à la mise en œuvre du 14e objectif de développement durable (ODD14) des Nations unies qui préconise le respect des espèces animales et végétales vivant dans les milieux aquatiques. Elle vise essentiellement la sensibilisation des populations aux pratiques écoresponsables, notamment la limitation de l'utilisation des matières plastiques.

Source : <https://www.afrik21.africa/gabon-a-libreville-une-initiative-citoyenne-contre-la-pollution-plastique-en-mer/>

NUMÉRIQUE **Projet**

L'État va primer des solutions digitales sur la protection de la mangrove.

L'initiative de la Direction générale des écosystèmes aquatiques vise à muscler la lutte contre les constructions illégales, les dépôts d'ordures et le déversement des eaux usées sur les sites de mangroves notamment celui de Mindoubé (près de Libreville) qui est de plus en plus menacé. La solution digitale lauréate sera récompensée à hauteur de 500 000 francs CFA par le ministère gabonais des Eaux et forêts, de la Mer, de l'Environnement, chargé du Plan climat et du Plan d'affectation des terres. Elle devra cartographier les mangroves (coordonnées GPS) et permettre aux Gabonais de signaler en temps réel des atteintes à leur biotope.

Source : <https://www.afrik21.africa/gabon-letat-va-primer-des-solutions-digitales-sur-la-protection-de-la-mangrove/>

INFRASTRUCTURES **Projet**

Le groupe français Colas travaille à rénover un tronçon de 40 km sur l'axe Kougouleu - Medouneu.

Les travaux consistent notamment à curer les bourbiers, recharger la route, remettre en forme la chaussée, poser des buses métalliques, et procéder à l'ensoleillement mécanisé ainsi qu'au renforcement d'ouvrages d'art. Les travaux seront réalisés en 6 mois selon les prévisions du ministère des Travaux public, ce que confirme la filiale gabonaise du prestataire français

Source : <https://www.agencecofin.com/transports/1607-110331-gabon-colas-travaille-a-renover-un-troncon-de-40-km-sur-laxe-kougouleu-medouneu>

Madagascar

ENERGIE **Projet**

La société canadienne de développement de matériaux pour batteries NextSource Materials annonce l'achèvement d'une ferme solaire de 2,6 MW à la mine de graphite de Molo.

Le parc solaire a été construit avec de la main-d'œuvre locale et comprend un total de 4 902 panneaux photovoltaïques, couvrant 12 663 mètres carrés. Il devrait produire environ 4 GWh d'énergie propre par an, réduisant ainsi les coûts de fonctionnement de la mine et les émissions de carbone de 2 275 tonnes par an.

Source : <https://www.agenceecofin.com/mines/1107-110148-madagascar-nextsource-materials-annonce-l-achevement-d-une-ferme-solaire-de-2-6-mw-a-la-mine-de-graphite-de-molo>

AGROALIMENTAIRE **+ 73 M€**

L'Union européenne (UE) et l'Agence française de développement (AFD) appuient le projet TalakyBe pour l'électrification et l'agriculture durable à travers la préservation des écosystèmes forestiers.

TalakyBe sera mise en œuvre dans 25 communes rurales de la région d'Anosy dans le sud-est de Madagascar. Parmi les activités prévues figure la mise en place d'un plan d'aménagement et de gestion pour la nouvelle aire protégée créée en février 2018, mais aussi d'un système de surveillance des activités (agricoles ou non) et d'alerte précoce basé sur des technologies du type drone. L'Agence de développement de l'électrification rurale (Ader) s'appuiera aussi sur ce financement pour l'électrification de 130 localités à travers des mini-réseaux électriques alimentés à l'énergie solaire photovoltaïque dans les régions d'Androy, Anosy, Menabe, Melaky, et Atsimo Andrefana.

Source : <https://www.afrik21.africa/madagascar-un-appui-de-73-me-pour-lelectrification-et-lagriculture-durable/>

Mali

MINES **+ 322 M€**

L'ivoirien Corica décroche un contrat de contrôle et d'alimentation en minerai à la mine de lithium de Goulamina.

Le contrat comprend six mois d'activités de préproduction suivis d'une durée fixe de cinq ans, renseigne un communiqué en date du 14 juillet émanant du propriétaire du projet, Leo Lithium. Dans le cadre de ce nouveau contrat, sa filiale Corica Mali sera chargée des services de contrôle de la teneur, de forage et de dynamitage, de chargement et de transport, et d'alimentation en minerai de l'usine. Elle assurera à terme le transport annuel de 18 à 20 millions de tonnes de matériaux sur toute la durée du contrat à Goulamina.

Source : <https://www.agenceecofin.com/mines/1407-110280-mali-l-ivoirien-corica-decroche-un-contrat-de-348-millions-de-dollars-a-la-mine-de-lithium-goulamina>

Maroc

INDUSTRIE **+ 15 M€**

La groupe français Alstom prévoit de développer une deuxième unité de production de matériel ferroviaire à Fès.

L'unité de production de matériel ferroviaire sera dédiée à la fabrication de cabines de conduite de trains régionaux et de métros. Ce nouvel investissement aidera à créer 200 emplois directs d'ici 2025. La nouvelle unité tiendra un rôle majeur dans l'acquisition par le Maroc des compétences techniques dans le domaine ferroviaire. Elle pourrait aussi contribuer à la mise en œuvre du schéma directeur de l'ONCF qui prévoit d'acquies d'ici 2025, plus d'une centaine de trains produits localement pour renforcer sa flotte.

Source : <https://www.agenceecofin.com/transports/1407-110293-maroc-alstom-annonce-un-investissement-de-14-7-millions-pour-construire-une-seconde-usine-ferroviaire>

EAU & DÉCHETS **Projet**

L'OCP traitera de l'eau de mer pour les régions d'El Jadida et Safi.

L'eau de mer dessalée sera fournie à la Régie autonome intercommunale de distribution d'eau, d'électricité et de gestion du réseau d'assainissement liquide des provinces d'El Jadida et de Sidi Bennour (Radeej), ainsi que la Régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité de Safi (Radees). La valorisation de cette ressource en eau non conventionnelle permettra également d'atténuer les effets de la sécheresse à El Jadida et Safi. L'OCP produira 10 millions de m³ pour la Radees et 30 millions de m³ pour la Radeej avant fin 2023. Entre 2024 et 2025, le volume destiné à la Radees atteindra 15 millions de m³ par an et 32 millions de m³ par an pour la Radeej. Et à partir de 2026, ces volumes atteindront respectivement 30 millions de m³ par an pour la Radees et 45 millions de m³ pour la Radeej.

Source : <https://www.agenceecofin.com/metaux/2906-109779-le-canadien-trigon-obtient-sept-permis-pour-explorer-le-plomb-et-l-argent-au-maroc>

FINANCE **Projet**

L'Agence Nationale de la Promotion des Investissements (ANAPI) de la République Démocratique du Congo (RDC) et l'Association Marocaine des Exportateurs (ASMEX) ont signé un protocole d'accord à Casablanca.

Cette initiative est le fruit d'une première visite fructueuse effectuée par le Directeur Général de l'ANAPI au siège de l'ASMEX en mars dernier. L'objectif de ce protocole d'accord est de promouvoir les relations économiques en favorisant les investissements, les échanges commerciaux et le transfert de savoir-faire entre les deux nations. Cette collaboration renforcera la compétitivité des entreprises marocaines et congolaises tout en créant un environnement propice à l'émergence de nouvelles opportunités d'affaires pour les investisseurs et les exportateurs des deux pays.

Source : <https://www.agenceecofin.com/investissement/2407-110594-accord-entre-lanapi-et-lasmex-nouvelle-etape-pour-les-relations-economiques-entre-le-royaume-du-maroc-et-la-rdc>

FINANCE **+ 5 M€**

Le gouvernement approuve le financement de 14 projets dans le cadre du programme d'appui à l'innovation industrielle.

Ces projets, dont le coût global de réalisation s'élève à près de 50 millions de dirhams, seront financés à hauteur de 56% par le Fonds de Soutien de l'Innovation (FSI). Les contrats de financement représentent une première étape d'un programme qui permettra à l'écosystème national de l'innovation de se consolider davantage et aux industriels de renforcer leur compétitivité.

Source : <https://www.agenceecofin.com/breves-gestion-publique/2607-110660-le-maroc-approuve-le-financement-de-14-projets-dans-le-cadre-du-programme-d-appui-a-l-innovation-industrielle>

FINANCE **Projet**

Le Maroc scelle huit accords avec la Guinée Conakry le 10 juillet à Dakhla.

Ces accords concernent les domaines de la sécurité, du transport et des hydrocarbures, entre autres. Il faut également noter des échanges bilatéraux dans les domaines culturel et éducatif.

Source : <https://www.agenceecofin.com/breves-gestion-publique/1107-110165-cooperation-le-maroc-scelle-huit-accords-avec-la-guinee-conakry>

Maurice

ENERGIE **Projet**

Le chantier de la centrale solaire photovoltaïque d'Arsenal est lancé.

La centrale solaire est construite sur un terrain de 15 hectares à Arsenal dans le nord de l'île située au large de l'Afrique de l'Est. Selon GreenYellow, sa centrale qui affichera une capacité de 10 Mwc sera capable de fournir 22 GWh d'électricité par an à la CEB. À en croire la filiale du groupe français Casino, la centrale solaire d'Arsenal contribuera à la diversification du mix électrique de Maurice.

Source : <https://www.afrik21.africa/maurice-le-chantier-de-la-centrale-solaire-photovoltaïque-darsenal-est-lance/>

Mauritanie

INFRASTRUCTURES + 832 M€

L'institution de financement du développement (IFD), la Banque africaine de développement (BAD) et les autorités de la Mauritanie et du Mali lèvent des fonds importants dans le cadre du projet de ligne électrique transsaharienne.

Les fonds mobilisés devraient essentiellement servir à financer une partie de cet important projet d'électrification régionale, en l'occurrence, le segment qui devrait connecter la Mauritanie et le Mali, à travers une ligne à haute tension de 1 500 km. Les parties prenantes prévoient également la construction de plusieurs parcs solaires permettant ainsi d'augmenter la capacité installée de 100 MW supplémentaires. À terme, l'initiative devrait toucher 620 000 personnes.

Source : <https://www.agenceecofin.com/economie/1006-109159-le-premier-forum-economique-mauritano-tunisien-sest-tenu-a-nouakchott>

Niger

INFRASTRUCTURES Projet

La route Yaya-Dangona pour raccorder des localités de l'Est du pays inaugurée.

Les travaux représentent un investissement de 35,68 millions FCFA et ont été réalisés dans le cadre de l'Acte III du Programme de Renaissance dont les axes clés prévoient la densification des infrastructures socio-économiques. Ce tronçon constitue une section de la route Tahoua-Agadez, un corridor qui dessert le septentrion. En plus de désenclaver les localités ciblées, la route inaugurée est annoncée comme un catalyseur des échanges entre la région de Tahoua, un bassin de production agropastorale et les marchés locaux de consommations ainsi que ceux régionaux tels que le Nigeria, le Bénin.

Source : <https://www.agenceecofin.com/transports/2007-110496-niger-inauguration-de-la-route-yaya-dangona-pour-raccorder-des-localites-de-l-est-du-pays>

Sénégal

ENERGIE Projet

Le groupe énergétique malien Kama prévoit une centrale électrique à gaz dans la zone économique spéciale de Sandiara.

L'infrastructure d'une capacité totale de 180 MW devrait disposer d'un dépôt pétrogazier d'une capacité de stockage de 160 000 m³. L'installation intègre également une unité de remplissage de gaz d'une capacité de production annuelle de 25 000 bouteilles. L'ambition de cette installation, dont les travaux de construction devraient commencer en janvier 2024, est à terme d'approvisionner en énergie le Mali.

Source : <https://www.agenceecofin.com/electricite/0407-109964-senegal-mali-kama-sa-prevoit-une-centrale-electrique-a-gaz-dans-la-zone-economique-speciale-de-sandiara>

EAU & DÉCHETS Projet

29 points de collecte des déchets solides seront aménagés à Dakar.

Les sites qui seront aménagés dans plusieurs quartiers en proie à l'insalubrité faciliteront l'acheminement des ordures ménagères vers les centres de traitement dédiés. Ces infrastructures de proximité inciteront les populations à l'adoption de meilleures pratiques de gestion des déchets puisque les résidus alimentaires qui sont jetés dans la nature ainsi que les boues d'épuration polluent le cadre de vie.

Source : <https://www.afrik21.africa/senegal-29-points-de-collecte-des-dechets-solides-seront-amenages-a-dakar/>

STARTUPS **Projet**

Un entrepreneur sénégalais a fondé TooShare, une plateforme éducative flexible.

TooShare vise à relever les défis d'éducation et de formation de plus en plus pressants sur le continent africain, afin d'accélérer la transformation de ses pays et économies. La plateforme préconise un apprentissage dynamique et adapté aux besoins des utilisateurs. Les cours sont soit gratuits soit à des coûts abordables. TooShare reprend le modèle du réseau social pour favoriser la création d'un environnement éducatif personnalisé pour chaque apprenant, incluant les formateurs et un réseau professionnel avec lesquels il pourra échanger et gagner en connaissances.

Source : <https://www.agenceecofin.com/entreprendre/0707-110068-tooshare-la-plateforme-educative-flexible-mise-au-point-par-le-senegalais-abdoulaye-mbengue>

LOGISTIQUE & TRANSPORTS **Projet**

La gare principale de la phase 2 du train express régional inaugurée à Dakar.

L'infrastructure érigée au sein de l'aéroport international Blaise Diagne (AIBD) est composée notamment d'un terminus doté des commodités nécessaires (bureau, tapis roulant, etc) et d'une passerelle de 195 mètres qui raccorde la gare au terminal de l'aéroport. La phase 2 de ce service de train urbain qui devrait être opérationnelle d'ici fin décembre 2023 concerne une extension de 19 km qui portera le réseau de voies ferrées à 55 km pour permettre une liaison continue entre le centre-ville de Dakar et l'AIBD. La flotte totale de trains devrait atteindre 22 unités contre 15 déployées à la phase 1, ce qui étendra la capacité du réseau à 300 000 passagers par jour contre 115 000 actuellement. Cette nouvelle étape du projet érigera aussi l'infrastructure au rang des rares modèles d'aéroexpress sur le continent, offrant un service de transport intégré pour les passagers transitant par l'aéroport.

Source : <https://www.agenceecofin.com/transports/1007-110114-dakar-macky-sall-a-inaugure-la-gare-principale-de-la-phase-2-du-train-express-regional>

FINANCE **+ 1 350 M€**

Le Conseil mondial des investissements et des affaires de l'Afrique (CMIA) financera des projets en faveur des collectivités territoriales.

Le CMIA a signé avec l'Association des maires du Sénégal (AMS) et l'Union des associations des élus locaux (UAEL), un accord de partenariat pour financer huit projets d'une valeur de 890 milliards de francs CFA en faveur des collectivités territoriales, dans le cadre du forum « Invest in Sénégal », qui s'est ouvert le 6 juillet dernier à Dakar. L'objectif de ces investissements est d'apporter des réponses aux problèmes locaux des collectivités territoriales.

Source : <https://www.agenceecofin.com/collectivites-locales/1007-110143-senegal-un-accord-de-financement-de-1-5-milliard-pour-des-projets-en-faveur-des-collectivites-territoriales>

Tchad

TELECOMMUNICATIONS **+ 375 M€**

Maroc Telecom négocie un prêt auprès de l'IFC pour soutenir ses activités en Afrique, notamment au Tchad.

Maroc Telecom sollicite ce prêt pour soutenir les activités de 8 filiales dans des pays d'Afrique subsaharienne, le Tchad, mais aussi le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Mali, le Niger et le Togo. Les fonds seront utilisés pour refinancer la dette existante de ces filiales et financer leurs dépenses d'investissement, de maintenance et d'expansion, y compris l'acquisition et le renouvellement de licences.

Source : <https://www.agenceecofin.com/investissement/0807-110085-maroc-telecom-negocie-un-pret-de-375-millions-aupres-de-l-ifc-pour-soutenir-ses-activites-en-afrique-subsaharienne>

Togo

LOGISTIQUE & TRANSPORTS + 2 M€

La nouvelle gare routière de Kara est opérationnelle.

L'infrastructure d'une superficie de 11 250 m², et dont le chantier avait démarré en 2017, a été inaugurée par le ministre des Transports. Les travaux ont coûté 1,12 milliard FCFA, un financement pourvu par la Chambre de commerce et d'industrie du Togo, avec le concours de la municipalité qui fournit le terrain. La nouvelle gare routière comprend un bâtiment à 3 niveaux pour les services administratifs, un restau, 15 boutiques de 45 m² chacune équipées de magasins et de sanitaires, 2 bâtiments pour les services de police et de sécurité civile, et une esplanade de 2 120 m². Il y a également une cour intérieure de plus de 8 000 m² comprenant un hangar avec 5 guichets, un espace pouvant accueillir plus de 200 voyageurs, ainsi qu'un bloc de latrines pour hommes et femmes et un réservoir d'eau surélevé de 5 m³.

Source : <https://www.agencecofin.com/transports/2307-110559-togo-la-nouvelle-gare-routiere-a-1-12-milliard-fcfa-de-kara-est-operationnelle>

ENERGIE + 305 M€

Le gouvernement a lancé des travaux pour électrifier 18 localités dans la région des Savanes.

L'initiative vise à étendre le réseau électrique à cette région et à stabiliser la situation socioéconomique et sécuritaire au nord-Togo. Elle vient compléter le projet d'installation de 50 000 lampadaires solaires autonomes et intelligents lancé en avril. Le PURS nécessite, selon le gouvernement togolais, une enveloppe globale de 200 milliards FCFA.

Source : <https://www.agencecofin.com/energie/0608-110840-togo-le-gouvernement-a-lance-des-travaux-pour-electrifier-18-localites-dans-la-region-des-savanes>

Tunisie

EAU & DÉCHETS + 21,6 M€

La Sonede investit dans l'approvisionnement en eau à Tataouine.

Ce financement servira notamment à la construction d'adductions d'eau potable (AEP), principalement dans les zones sujettes à de forts épisodes de chaleur à Tataouine. Le but est d'éviter que les pénuries d'eau ne plongent le gouvernorat dans une situation de crise pendant la saison estivale qui s'annonce. Les AEP seront constitués de forages, d'installations pour le stockage de l'eau potable et de réseaux de distribution. Le système d'AEP devrait stabiliser l'approvisionnement en eau potable dans le gouvernorat de Tataouine en attendant l'achèvement des différents projets en cours.

Source : <https://www.afrik21.africa/tunisie-la-sonede-investit-216-me-dans-lapprovisionnement-en-eau-a-tataouine/>

AGROALIMENTAIRE + 4 M€

L'Office des céréales améliorera sa capacité de stockage à Bizerte.

Cette nouvelle initiative devrait notamment permettre de faire passer à 30 000 tonnes la capacité de stockage du silo qu'exploite l'OC dans le port de Bizerte, contre un niveau actuel de 13 000 tonnes seulement. En Tunisie, l'Office des céréales exploite deux autres silos portuaires d'une capacité totale de 60 000 tonnes basés respectivement dans les villes de Radès et de Gabès, pour le stockage et la redistribution des céréales importées.

Source : <https://www.agencecofin.com/cereales/1807-110387-tunisie-l-office-des-cereales-deboursera-4-3-millions-pour-ameliorer-sa-capacite-de-stockage-a-bizerte>